

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Hôpitaux, services publics de santé (France) > **Santé : Buzyn s'en va, la mobilisation des hôpitaux se poursuit**

Santé : Buzyn s'en va, la mobilisation des hôpitaux se poursuit

dimanche 23 février 2020, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 février 2020).

En France le « désert médical » n'en finit pas de s'étendre. En 2018, près de 3,8 millions de personnes vivaient dans une zone en manque de médecins généralistes, soit 5,7 % de la population, contre 2,5 millions, 3,8 % de la population, quatre ans plus tôt.

Ce sont donc près de 1,3 million de personnes supplémentaires qui ont rencontré des difficultés d'accès aux soins, y compris en Île-de-France où le Planning familial dénonce des difficultés majeures d'accès au droit à l'IVG. Pour répondre aux besoins sanitaires de la population, il ne reste que l'hôpital, qui subit depuis de nombreuses années des attaques conduites par les gouvernements successifs animés par une logique comptable violente envers les services publics. Aujourd'hui, le système hospitalier est à l'os et tous les personnels se lèvent pour le défendre.

Mobilisation partout en France

Le 14 février, ils et elles sont descendus dans la rue, partout en France, par milliers à Paris, une centaine à Tarbes, 1000 à Lyon, 200 à Bordeaux, en interpro, accompagnés de Gilets jaunes. À Tours, 500 manifestantEs, 400 à Chinon, ont défilé en intersyndicale interprofessionnelle. Concarneau avait été choisi comme l'un des sites de la mobilisation départementale dans le Finistère. Son hôpital est en effet en train de devenir le modèle de « l'hôpital local » voulu par la loi santé d'Agnès Buzyn, qui vient d'annoncer son départ, en pleine crise, pour briguer la mairie de Paris. La chirurgie et la maternité y sont fermées depuis longtemps, les urgences n'y fonctionnent plus que de jour et leur fermeture complète pourrait intervenir après les municipales et la saison estivale. Pour des soins hospitaliers, il faut se rendre à Quimper, à 30 km. À Toulouse, plus de 200 soignantEs ont réussi à atteindre le centre ville en scandant « On est là, on est là pour l'honneur des infirmières, pour nos collègues en galère, même si Macron ne veut pas, nous on est là ».

Dans le hall d'accueil du CHU de Rouen, les professionnelEs de l'hôpital public ont organisé une action symbolique en jetant leurs blouses. Au Havre, débrayage et die-in pour dénoncer les suppressions de postes et la mise en danger des bébés... À Brest, les manifestantEs ont notamment marqué leur soutien à un représentant régional de l'inter-urgence qui passait en conseil de discipline. À l'EPSM de Caen, mobilisation unitaire de près de 300 agents pour dénoncer le projet de la direction de supprimer 50 lits. En Auvergne aussi, la contestation a essaimé. Il serait vain de tenter de recenser toutes les initiatives de ce 14 février, tant elles ont été nombreuses sur l'ensemble du territoire. Et touTEs ont eu une pensée pour cette infirmière en psychiatrie assassinée par un patient, la veille de la Saint-Valentin, faute de moyens adaptés à une prise en charge de qualité.

Augmenter la pression sur le gouvernement

Ces initiatives témoignent de la vivacité de la contestation qu'aujourd'hui le Collectif inter-hôpitaux et l'intersyndicale nationale ont le devoir de coordonner dans une perspective de mobilisation nationale, qui impose à ce gouvernement l'ouverture de négociations sur les revendications portées

depuis presque un an par la communauté hospitalière. Leur lettre ouverte, récemment adressée au Premier ministre, préoccupé par son fief municipal, restera très certainement sans réponse et ne donnera pas un coup d'arrêt aux manœuvres du ministère de la Santé qui tente de diviser le mouvement en attribuant diverses primes catégorielles, tout en maintenant le gel des salaires et un peu de gouvernance au corps médical, mais rien qui, à ce jour, permettra à l'hôpital public et à celles et ceux qui le font vivre, de sortir la tête de l'eau.

Enfin, faut-il le rappeler, 70% des hospitaliers sont des femmes et touTEs sont concernées par la réforme des retraites que Macron tente de faire passer en force. Quand l'espérance de vie en bonne santé plafonne depuis 10 ans autour de 64 ans pour les femmes dont une sur deux, nées en 1956, a eu plus de 20% d'années incomplètes, au moment de liquider sa pension, contre 6% pour les hommes, comment sauver l'hôpital public sans s'engager dans la convergence, contre Macron et son monde ?

CorrespondantEs

P.-S.

• Créé le Mercredi 19 février 2020, mise à jour Mercredi 19 février 2020, 11:14 :

<https://npa2009.org/actualite/social-autres/buzyn-sen-va-la-mobilisation-des-hopitaux-se-poursuit>